

FAIRE CAMPAGNE C'EST REFUSER DE LUTTER!

Le 9 juin dernier, le RN arrive en tête des élections européennes. Dans la foulée Macron dissout l'Assemblée. Et hop ! Nous revoilà dans une période électorale intense. On pensait être tranquilles jusqu'en 2027 mais voilà qu'on nous bassine de nouveau avec des injonctions au vote et des discours culpabilisants et pacificateurs.

Les manifs sauvages en réaction au score de l'extrême droite ont été en grande partie menées pour applaudir les représentants des partis de gauche et sont restées relativement inoffensives. L'essentiel de la conflictualité, pour une partie des manifestant.e.s, était même dirigée contre d'autres participant.e.s qui optaient pour des moyens d'actions moins consensuels (tags, casse, etc.)

Les résultats du jeu électoral sont imputés à ceux qui ne se prêtent pas au cirque des élections. Les manifs sont plus calmes que jamais et les perspectives émancipatrices sont réduites au vote pour le Nouveau Front Populaire. On nous fait croire qu'on n'a pas le choix, qu'il faut absolument s'unir derrière les espoirs électoraux qu'on nous impose. Mais s'unir implique de faire taire les envies de révolte, donc une part de soi. Nos désirs individuels de liberté sont dilués dans une supposée volonté collective d'un barrage. Aucune place pour la contradiction, ni pour l'hétérogénéité. Les obsessions unitaires qui intoxiquent les esprits nous poussent toujours plus loin de l'émancipation de chacun.e.

Si les compromis, comme celui d'aller voter, sont des choix personnels qui peuvent se comprendre, «l'urgence» de la situation ne justifie pas de mettre en pause électorale les perspectives révolutionnaires.

La logique électorale nous place dans une position d'attente. Selon elle on ne pourrait rien faire d'autre pour lutter que de donner notre voix. En 2002 c'était la même rengaine, on voit bien ce que ça a donné depuis. Les idées réactionnaires, racistes, sexistes, patriotes, capitalistes semblent se consolider toujours plus.

On s'entend régulièrement dire «Voter prend juste une minute, ça n'empêche pas de lutter». Cependant, participer à une campagne électorale prend plus qu'une minute. Et on nous bassine dès à présent pendant des heures d'arguments et d'idées sur les élections... La question qui se pose est donc celle de faire campagne pour le vote et/ou pour des partis, et pas celle de «mettre un papier dans une boîte une fois».



Faire la campagne du Front Populaire, ça implique moins de choisir le «moins pire» entre deux pouvoirs que de défendre le pouvoir.

Faire campagne pour la gauche, c'est faire accepter l'instrumentalisation de nos luttes par des gens qui veulent s'acheter des voix et ont tout intérêt à maintenir plutôt que détruire ce monde en place, alors qu'il est nécessaire de le faire tomber.

Faire campagne c'est se satisfaire de la suppression partielle de lois (Kasbarian, immigration, retraites...). Mais il n'y aura jamais de bonnes lois. Restons hors la loi !

Bref, faire une campagne électorale, c'est forcément légitimer son résultat, la démocratie, donc le pouvoir ! Celui des riches sur les pauvres, du masculin sur le féminin, du colon sur les autochtones/colonisé.e.s, des patrons sur les employé.e.s, et ainsi de suite.

Refuser de faire une campagne, c'est réaffirmer que les lois et le pouvoir n'existent que par la répression. On ne va pas se les imposer nous-mêmes!

Refuser de faire campagne, ce n'est pas attendre le «grand soir» assis-e sur une chaise mais plutôt s'organiser selon nos perspectives, basées sur nos vécus, en dehors d'un calendrier électoral.

Refuser de faire campagne, c'est ne pas attendre l'utopie d'un changement qui viendrait d'un parti, d'une élection, pour entrer en conflictualité avec le pouvoir, l'état, les flics, bref, tout ce qui nous opprime et nous empêche d'être libres !

On pense notamment aux émeutier.ère.s en Kanaky, qui depuis plus d'un mois affrontent l'état français pour reprendre prise sur leurs vies, sur une situation coloniale et économique qui les oppresse dans leur quotidien. Barrages, pillages, incendies, destructions de magasins, de lieux de travail, affrontements avec la police, sabotages d'infrastructures minières... Dans cette situation insurrectionnelle, la police de Macron (pas besoin d'être celle de Bardella) et les colons ont déjà tué plusieurs personnes.

Un an après les émeutes à la suite de la mort de Nahel, on pense aussi aux jeunes de Cherbourg qui sont sorti.e.s plusieurs soirs d'affilée pour affronter les keufs, incendier une agence France Travail et exprimer leur rage suite à la mort de Sullivan, assassiné par la police dans la nuit du 9 juin.

À l'heure où l'immigration devient un argument de campagne central dans le programme de plusieurs partis, comment ne pas rappeler que la gestion étatique raciste des personnes sans papiers ou sans les «bons» papiers n'a pas attendu le RN pour se mettre à l'œuvre. C'est bien Mitterrand qui a légalisé les centres de rétention administrative (CRA) et un ministre du Parti Socialiste qui a porté l'allongement de la rétention à 90 jours en 2018. Il y a toujours de plus en plus d'expulsions chaque année et Ruffin nous farcit avant chaque élection de ses discours de protectionnisme du travailleur

français face au mondialisme. Les frontières ne seront jamais détruites par un quelconque pouvoir, qu'il soit de droite ou de gauche.

On a une pensée pour toutes les personnes enfermées en CRA et aux nombreuses évactions et tentatives d'évasions qui ont eu lieu ces derniers mois ! Force à elleux et à tout.e.s ceux qui luttent activement pour la destruction de ces lieux d'enfermement.

On pense aussi plus récemment aux manifs sauvages qui ont pu avoir lieu dans les luttes solidaires avec les palestinien.ne.s qui, bien que relativement tranquilles, ont pu faire déborder un cadre que l'on pensait chapoté par les organisations pro palestiniennes.

Sans parler des autres luttes autonomes existantes comme celles contre les Jeux olympiques 2024, la surveillance technologique, la gentrification, les lieux d'enfermement, les frontières...

Les élections ont cette faculté de nous mettre en pause vis-à-vis de ces perspectives et de nous détourner de ce qui peut bouleverser réellement l'ordre des choses : attaquer le pouvoir où qu'il soit et dans toutes les formes qu'il prend!

Pour notre part nous ne voyons qu'une solution : continuer à soutenir et à porter les perspectives révolutionnaires !

Attaquons l'état, le pouvoir et toutes ceux qui nous empêchent d'être libres, continuons à construire les solidarités entre nous et face à tout type de répression, les initiatives autonomes et tout ce qui nous permet de se confronter aux institutions et pratiquer l'entraide !

Descendons dans la rue pour zbeuler les permanences de partis, tagguer sur les murs, se balader sauvagement pour exprimer notre rage, diffuser nos idées, proposons des assemblées autonomes auto-organisées et horizontales, coordonnées sur des bases claires, pour élaborer des réponses face à la situation actuelle sans attendre un programme quelconque qui ne sera jamais le nôtre!

Des anarchistes en campagne